L'Anarcho-syndicaliste - n°105
février 1971
Bulletin édité en tribune libune par l'Union des Anarcho-Syndicalistes

PROBLÈME DE FOND DE L'ANARCHO-SYNDICALISME ...

Au moment où les centrales réformistes s'engagent à fond dans la politique contractuelle préconisée par le régime assurant ainsi la pérénité du système capitaliste, il serait bon que les tenants de l'Anarcho-syndicalisme qui ont pour idée directrice la Charte d'Amiens réafirment avec force devant le monde du travail leur volonté de transformation de la société en particulier: suppression du salariat et du patronat avecpour corollaire, les groupes de production devenant groupe de distribution.

Il ne faut plus que cette Charte d'Amiens soit seulement le document du passé auquel on fait plus ou moins référence pour se donner bonne conscience.. Nous devons d'une façon vivante et vigoureuse développer la remise en cause de la société capitaliste, surtout maintenant que les centrales syndicalistes et les partis politiques, les unes comme les autres totalement intégrées aux rouages de l'état bourgeois, se livrent à la plus honteuse collaboration de classe. Nous le devons parce que depuis Mai 1968 les choses ont nettement changées, en particulier les dernières luttes engagées par les travailleurs de Férodo, Saviem, Fonderie Normande traduisent de leur nature même le besoin de cette remise en cause; nous devons être à la pointe de ce combat en aidant les travailleurs à transposer en actes précis ce qu'ils ressentent. N'ayant pas ce qu'ils espéraient, *ils* ***(*)*** se tournent vers d'autres mouvements moins bavards.

C'est pourquoi la *Gauche prolétarienne* trouve un écho si favorable parmi les jeunes pleins de haine pour un système qui les accable. Comment pouvons-nous remédier? Tout d'abord notre journal; il faut qu'il soit vivant, c'est-à-dire qu'il popularise les luttes en cours, qu'il se place résolument sur le terrain d'affrontement des classes, qu'il mette au pilon dans tous les domaines l'action de trahison des organisations réformistes, en un mot qu'il soit révolutionnaire; il sera lu car tous nous aurons à coeur de le vendre; parallèlement à ce journal un bulletin intérieur, moyen d'information des militants, également tribune libre, permettant ainsi que se manifestent les dissensions de façons qu'elles se règlent intérieurement.

Que soit définie l'idée force de refus total sans ambiguïté de la société capitaliste, le refus de sa légalité sociale paralysante quand elle a pour objet les organismes paritaires de tout nature, les commissions des conflits, soumissions au plan etc... qui sont autant d'organismes de collaboration de classe.

Alors là mes camarades nous aurons redonner à l'anarcho-syndicalisme son efficacité et pour les nombreuw jeunes qui se cherchent, qui sont désemparés, ils y trouveront des perspectives leur permettant d'orienter leurs luttes et surtout de les faire déboucher sur la révolution sociale; car, mes camarades ce sont eux qui la feront la révolution, et manifestent parfois de façon confuse dans ces derniers mouvements: ce sont les travailleurs qui ont dirigé leur propre action au grand dam des organisations réformistes; il est à noter que ces mouvements sortent maintenant du cadre légal, occupation des locaux de directions, retenue des cadres ou P.D.G., sabotage de la production. Déjà cette remise en cause de la légalité bourgeoise démontre par elle-même la nécessité ressentie par les travailleurs de répondre à la violence de l'exploitation et à son aliénation par la violence de l'action.

Nous devons aller dans ce sens et refuser une légalité dans les luttes qui non seulement ne débouche que sur des avantages dérisoire mais garantissent la continuité du système capitaliste. Notre action jusqu'ici n'est pas à la mesure de notre influence qui est indéniable; pourquoi? parce que notre faiblesse réside dans notre refus de formes d'organisation impérieusement nécessaires; autre faiblesse: la rivalité de personnes qui se manifeste depuis plusieurs décades, divisant les actions constructives, alors qu'un militant révolutionnaire doit s'effacer au profit du but poursuivi.

(*) Mot supposé manquant *(Note A.M.)*

Aussi finissons-en avec ces querelles mesquines et unissons nos efforts dans une perspective révolutionnaire cela est tout simple; les jeunes n'ont que faire de ces histoires anciennes, placés qu'ils sont devant les violences de l'exploitation actuelle. Ils ne sont en premier lieu, intéressés que par l'action suceptible de les en libérer, beaucoup d'entre eux déçus, ne trouvant qu'il ne suffit pas de se lamenter, “les maoïstes font ceci et les troskistes font cela”, il faut faire plus qu'eux car la révolution se fera et elle risquerait de se faire sans nous. Pour ma part je ne crois qu'à l'efficacité.

Déclaration lue par Roger Hoyez à la Conférence nationale de Limoges de l'*Alliance Syndicaliste (ASRAS)*.

NOTRE JOURNAL, C'EST *SOLIDARITE OUVRIERE:*

qui va paraître dans quelques jours.

Ce doit être le journal de tous les syndicalistes, qui constatent la dégénérescence totale des organisations actuelles, toutes intégrées dans l'état bourgeois, comme le dit cidessus notre camarade.

Versez les fonds pour SOLIDARITE OUVRIERE à Winifred SADIK, C.C.P. 31 224 CO, La SOURCE, (10 F pour abonnement ordinaire, au-dessus pour abonnement de soutien).

Et de plus, camarades, participez effectivement à la vie de l'*Alliance Syndicaliste* pour que son orientation soit ce qu'elle doit être:

SANS COMPROMISSION AVEC LES BUREAUCRATIES DITES SINDICALES ET AVEC LEURS BUREAUCRATES.

Jacques METIVIER.

DÉBAT SUR LA RÉVOLUTION: RÉPONSE À D. GÉRARD...

Mon cher Camarade, je crois que tu n'as compris que ce que tu as bien voulu comprendre dans non écrit. Je ne tiens, pas à engager, ici, une polémique que je jugerai des plus stériles, mais entamer une discussion sur les moyens de provoquer la révolution. J'espère que ce débat, qui est de la plus haute importance, va s'établir entre le maximum de militants de l'Alliance Syndicaliste et autres organisations.

1- Je n'aime pas que l'on qualifie, même par sous-entendu, les prolos de troupeau (en rang devant le P.M.U.); si la classe ouvrière se trouve dans l'Etat que nous lui connaissons aujourd'hui, nous avons, nous autres libertaires, une grande part de responsabilités.

Jamais, nous n' avons su ou voulu développer et diffuser une propagande audible et réceptive pour tous. Bien souvent même notre mouvement à fait preuve d'un certain dédain vis à vis des exploités et cela est l'une des causes de notre inaudience. Pendant une certaine époque, il était même *content* ***(*)*** d'entendre cette réflexion bêtasse et orgueilleuse: *"Ce n'est pas la quantité qui compte, mais la qualité des militants"*... Comment s'étonner qu'aujourd'hui le mouvement libertaire se trouve dans l'état de décomposition que nous connaissons et comment s'étonner qu'après ce magnifique mois de Mai libertaire, notre mouvement n'ai pas pris l'essor auquel il avait droit.

Les ouvriers et les paysans sont devant le P.M.U., et ce sont des gens qui n'ont plus rien de révolutionnaire qui sont encore le principal centre polarisatif du Prolétariat. Je ne pense pas qu'en se mettant à l'extérieur du Prolétariat des usines et des champs, et en jugeant celui-ci inapte à faire la révolution, après une analyse basée sur des faits et non pas sur la cause de ces faits, que nous nous approcherons de l'émancipation des travailleurs. De plus, en temps qu'anarcho-syndicaliste, comment pouvons-nous imaginer une Révolution qui ne soit pas faite par les travailleurs eux-mêmes?

(*) Lire *courant* en place de *content* semble plus logique. *(Note A.M.).*

A moins de rentrer dans la théorie des partis dit d'avant-gardes et de n'envisager que la prise dupouvoir central, toute notre action propagandiste doit s'effectuer vers ces camarades "aliénés" en priorité. Il compte plus sur une grande masse faiblement consciente des problèmes socialistes qu'une minorité au-dessus de toutes critiques. Ce n'est pas en disant aux prolos: *"Vous êtes des Cons"* que nons ferons avancer le mouvement, et amèneront ces camarades dans nos rangs, mais en développant une propagande qui ouvre des perspectives, claires, concises, sans mensonges ni fioritures que demain, peut-être, les bureaux du P.M.U. fermeront pour cause de faillite.

D'ailleurs pour qui vit dans la classe ouvrière connait les expressions très typiques et qui montrent la conscience de classe et l'état conscient d'aliénation.

"On mène une vie de cons", "c'est toujours les mêmes qui trinquent", "les journaux tous aussi menteurs, alors je lis "L'Equipe" " etc. etc.

En ne pratiquant qu'une analyse basée sur les faits, on en vient facilement à une théorie qui ressemble beaucoup à celle des populistes: les prolos sont un troupeau de etc.. . par contre, en analysant les faits et recherchant les causes, on s'aperçoit que la classe ouvrière est très saine et que, si nous savons être à la hauteur de notre tâche nous pouvons avoir de vives satisfactions en très peu de temps. Cela dépend de nous.

2- L'Etat: Il n'a jamais été dans mon intention de dire que l'Etat n'oserait pas employer la violence contre la révolution. Enfin, c'est sa raison première! Si cela a transparu dans mon écrit, c'est une faute, et je vous demande de m'en excuser.

L'Etat, face au prolétariat en colère qui aura déclenché grèves et occupations et sabotage des entreprises réactionnaires de la bourgeoisie, face aux masses qui se lèvent en armes n'a plus qu'une solution: se servir de l'Armée.

Or face à cette armée sur-spécialisée, sur-entraînée, sur-équipée contre le prolétariat, que pourrons-nous opposer, à part notre volonté, notre courage? Rien d'autres. Et en quelques jours, dans le meilleur des cas, l'ordre sera rétabli dans une effusion de sang qui sera le prélude à une répression impitoyable.

Nous avons vu ce que cela a donné à Budapest, à Praque et aujourd'hui à Gdansk. Regardons un peu quelle est la composition de l'armée française: 300.000 militaires de carrières, la plupart occupés à la gestion ou à l'instruction; 250.000 bidasses et 900.000 de réserves. Les 300.000 de carrièress pour eux pas de questions on ne les convaincra pas au socialisme et nous aurons à les combattre et les vaincre si possible. Mais les 1.200.000 autres? Si par une propagande adéquate et bien formulée, nous les amenons dans leur grande majorité à nos idées, si nous développons partout l'idée de la responsabilité individuelle, qui fait le collectif, si par notre action, ces camarades (je ne parle pas des bourgeois mobilisables) le jour du grand chambardement, ils agissent pour le socialisme en refusant de combattre pour la réaction et même en éliminant physiquement cette contre-révolution, est-ce de l'utopie où est-ce la condition sine qua non de la réussite d'une véritable révolution? Comment pourrions-nous, penser à une Révolution victorieuse si nous ne pensons pas d'ores et déjà et que nous ne propageons pas l'idée du sabotage de l'armée par les ouvriers eux-mêmes qui sont sous les drapeaux? Qui donc peut-il mieux être qualifié pour annihiler un Etat-Major ou leur quartier général que celui qui reçoit les ordres de ces Messieurs?

L'appareil d'Etat est une grande machine, composée de nombreux rouages; c'est directement par ces éléments de base que nous devons miner l'édifice.

Il est bien évident que mon propos ne peut s'appliquer qu'à un mouvement révolutionnaire majoritaire, voire unanime. Bien sûr si cette révolte est le fait de minorités (j'emploie le terme de minorité ici sur le critère quantitatif), tels que la commune de Paris, ou Cronstadt, etc... cette pratique de mise hors d'état de nuire de l'Etat ne pourra pas être appliquée, et malheureusement la répression sera terrible et s'exercera librement.

Par contre dans le cas d'un vaste mouvement, penser à déposséder les capitalistes sans vaincre leur armée est une action mentale des plus abstractives. Certes le problème militaire d'une révolution n'est pas une mince affaire et si la victoire peut-être acquise, cela ne veut pas automatiquement signifier la révolution sociale. Je sortirais de l'ordre du jour, aussi je préfère m'arrêter ici sur ce point.

3- Les fonctionnaires: Dans mon précédent écrit, j'ai quelque peu malmené les camarades employés dans la fonction publique. Il n'est pas dans mon idée de ne point reconnaître leur valeur révolutionnaire qui est au même titre et à la même place que celle ces ouvriers; mais il faut quand même reconnaître que le contexte d'exploitation du travail est différent, d'une part, et que la mentalité, les valeurs de réflexions, sont presque totalement étrangères. Dans mon propos j'exclus catégoriquement de mon analyse les employés des PTT, EDF-GDF, et autres services publics qui ont une utilité incontestable et qui de plus, même en systène capitaliste, et le début de ce siècle me donne raison, ne sont pas obligatoirement des rouages d'Etat. J'exclus au même titre, toutes questions relatives

aux conditions de rémunération et de travail qui font contester par l'ensemble des travailleurs quel que soit leur emploi ou leur fonction sociale, aussi je n'analyserai que la contestation et la remise en cause de l'autorité et de l'Etat.

Mis à part les enseignants qui ont de justes raisons évidentes pour contester l'autorité de l'Etat, l'ensemble de la fonction publique, je ne sais si cela vient d'un corporatisme chauvinisme ou de gens d'être au chômage, fait encore confiance à l'étatisme et à l'autorité. Combien de fois n'avons nous pas vu les fonctionnaires s'opposer à la privatisation de leur secteur. Or de fait et d'expérience est-ce-que l'exploitation capitaliste bourgeoise est moins tolérable que l'étatique, ou est-ce une question de mentalité et de visions particulières des choses?

N'étant pas fonctionnaire, je ne puis moi-même amener une réponse, je ne puis amener des faits. Par contre, l'éducation nationale est un terrain propice à l'anti-étatisme; mais pour le moment, je n'ai encore jamais vu de grève et de contestation des programmes scolaires. Pour reprendre l'expression à un vieux camarade, ancien charpentier en fer, que nous connaissons tous, *"les enseignants ont une grande part de responsabilité dans le manque de conscience de classe des ouvriers à diffuser une éducation qui forme de la chair à plus-value plutôt que des hommes libres".* Enfermés dans leur corporatisme de fait, et voulant malgré tout s'insérer dans le prolétariat des usines, les enseignants n'ont (je ne sais si c'est voulu ou su) jamais contesté l'enseignement que l'Etat leur demande de diffuser. Si les enseignants du début du siècle ont fait un magnifique travail de laïcité, ils ont, face à l'Eglise, développé une outrageante propagande étatiste et patriotique dont le prolétariat supporte les conséquences aujourd'hui. Ils ont opposé l'Eglise à l'Etat sans se rendre compte que l'un et l'autre, même séparés, ne sont que les deux facettes d'une même chose: l'autorité et la soumission.

Au fait combien d'enseignants ont refusé le 18 novembre de lire certaines pages de Charles de Gaulle? Voilà, très succintement pourquoi je fais preuve d'une certaine suspicion vis à vis des fonctionnaires - ce n'est pas de l'aigreur ni du sectarisme mais un sentiment profond qui me revient chaque fois que je pense à ce que je pensais en sortant de l'Ecole, et chaque fois que l'analyse les luttes qui se déroulent dans ce qu'il est communément appelé la fonction publique. Quant à ce qui est des employés du trésor, ils font preuve d'une intransigeance qui rappelle fortement le zèle des douaniers et des flics; et je ne pense pas que cela vient de la répression mais d'une conscience professionnelle qui rejoint farouchement l'étatisme le plus intégral.

En répondant à D. GERARD, je livre à tous les lecteurs de l'*Anarcho-syndicaliste* quelques réflésions personnelles qui, je l'espère, engagerons un large débat fructueux sur les manières de mener la lutte et font analyse des causes qui font que la classe ouvrière est ce qu'elle est aujourd'hui. Ne voulant en aucune manière me poser ni en moraliste ni en théoricien, m'abstiens volontairement d'écrire dans l'A.S. pendant un certain temps.

Que vive la lutte des classes!

J.P. CLOVIS.

DÉBAT SUR LA RÉVOLUTION: *LETTRE OUVERTE AUX RÉVOLUTIONNAIRES.*

Paricipation à la construction de l'idée révolutionnaire: construire et non reconstruire, car rien n'est plus comme avant, rien ne doit sortir des cendres d'un passé mort et enterré.

Toutes les idées actuelles, les idéologies, les tendances, tout appartient au passé dans la mesure où elles s'en réfèrent (que ce soit la révolution bolchevique pour les trotskistes, la commune pour les situs, l'Espagne pour les anarchistes, la révolution chinoise pour les maoïstes, ou la révolution de Mai 68 pour ceux qui n'y ont rien compris) ou dans la mesure où elles se définissent par rapport à ce passé ou par rapport à des idéologies et des pensées aujourd'hui mortes (Marx, Proudhon, Bakounine, Lénine, Mao ou Besnard). Rien de tout cela n'a plus de correspondance avec la réalité.

Alors que nous ignorons celle-ci nous nous enfermons dans notre petit monde "révolutionnaire" où prime l'autosatisfaction; exemples:

- on tire une revue réservée à ce petit monde élitaire (la *Rue, Noir et rouge, l'IS...*) beaucoup plus que pour un apport réel au mouvement révolutionnaire;

- on est content de son petit monde "révolutionnaire" devenu un refuge contre la société, mais qui ne remet

absolument pas en cause celle-ci (les galas, les chanteurs "révolutionnaires", un Ferré tellement anarchiste dans ses textes et tellement putain dans sa vie, les coteries intellectuelles qui se forment au dessus des "cons", la littérature "révolutionnaire"...);

- on fait des affiches ou des bombages pour son propre plaisir et non en visant l'efficacité (les injures gratuites, par exemple, qu'elles viennent des situationnistes ou des anars bon ton,...).

L'autosatisfaction règne dans le mouvement révolutionnaire. Il y a quelque chose de pourri dans la révolution.

Nous devons abandonner nos idées, nos querelles de chapelles, nos "penseurs", nos institutions, et nos nuages. Tout cela appartient au passé. Et plus important, tout cela n'a plus aucun rôle à jouer dans un quelconque changement de la société.

Il faut construire l'idée révolutionnaire. Mais celle-ci ne peut naître de nous, nous sommes trop sclérosés. Elle ne peut venir que des matériaux présents, avec les luttes présentes et les hommes présents. Pas avec le passé.

Aussi nous proposons:
1- La dissolution de toutes les organisations actuelles qui se prétendent révolutionnaires;
2- La formation de groupes de discussion,à l'échelon local, non pas à partir des "révolutionnaires", mais à partir de tous ceux qui ont conscience que la société est pourrie;
3- La transformation des journaux "révolutionnaires" en tribunes libres;
4- L'organisation de la discussion la plus large, à la base, par la base, sans référence au passé1 il faut que l'idée révolutionnaire soit construite en démocratie directe.

La révolution ne supporte pas le réchauffé. Ni la réflexion élitaire. Que ceux qui "savent" se taisent, que eeux qui "ne savent pas" parlent. Nous aurons sans doute des surprises.

Jean-Marc CARITE
TRIBUNE LIBRE 93.

LETTRE D'UN OBJECTEUR DE CONSCIENCE...

Nantes le 12-12-70,

Monsieur le Ministre,

Je refuse d'être à la disposition de l'autorité militaire. En effet je considère que celle-ci est au service d'un régime capitaliste qui exploite l'homme.

Le passé encore proche de la lutte algérienne nous a montré de quel type était ce service.

Mai-68 nous a donné un avant goût des forces répressives. Aujourd'hui un détachement d'armée s'entraîne à reconquérir le pouvoir en cas de renversement.

Au Tchad la France défend ses intérêts au prix d'un milliard par mois, et baffoue les populations Polynésienne et Antillaise.

Votre marché d'arme avec le Portugal, le Brésil, l'Afrique du Sud... pays de dictature, dénonce clairement vos objectifs.

Je refuse toute collaboration avec ce régime d'oppression et vous prie de me faire bénéficier de la loi du 21-12-63 relative au statut des objecteurs.

Croyez...

Dominique VALTON.

POURQUOI CETTE LETTRE AU MINISTRE...

"Refuser de participer à la politique d'un gouvernement" quelles que soient nos convictions religieuses, philosophiques et politiques, parce que celui-ci exploite l'homme. Tel est le sens de cette lettre au Ministre des Armées.

Ils nous faut refuser un statut qui serait en quelque sorte le privilège de quelques hommes qui ne veulent pas tuer. Or c'est précisément le sens du statut que de faire taire les quelques individus qui remettent en cause notre défense nationale et le système auquel elle est liée. L'art. 1er exprime clairement:

Article premier: Les jeunes gens qui, avant leur incorporation, se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes peuvent être admis...

Ce n'est pas du tout notre intention d'être récupéré par ce biais, comme c'est malheureusement trop souvent le cas.

L'objection est avant tout un refus de coopération avec un système politique qui écrase l'homme.

Cette non coopération, qu'elle se traduise par l'objection, le renvoi du livret militaire, le refus de payer la part d'impôt correspondant au budget de la défense nationale, ou toute autre forme de non coopération avec un système aliénant, doit être une force contestataire qui paralyse les tenants du pouvoir et fasse apparaître les contradictions et les injustices qui en découlent.

L'objection doit-être une force politique qui peut rallier les opposants (hommes et groupes) à un système politique qui bafoue l'homme.

Juridiquement le statut devrait être refusé à Dominique VALTON. La plus grande vigilance et la mobilisation permettra à Dominique d'éviter la prison, et à l'Etat d'ouvrir, de fait, la porte à l'objection politique.

Quoi qu'il arrive, Dominique est décidé à maintenir cette forme d'objection.

QUI EST DOMINIQUE VALTON?

Né le 3 septembre 1950. De 68 à 70: études universitaires en faculté des sciences. En 1969 il découvre le monde ouvrier et plus particulièrement l'exploitation des travailleurs immigrés. En 1970 ouvrier dans le bâtiment, militant syndicaliste à la commission "Travailleurs Etrangers".

APPEL...

L'anarcho-syndicalisme eut son heure de gloire au début du siècle dans les Ardennes; Fortuné HENRY, frère d'Emile HENRY, arriva un jour de fin 1902. Il s'installa dans une clairière près d'Aiglement (Ardennes) ce fut le début d'une grande aventure; naissance d'une communauté agricole libertaire qui devait durer plus de 7 ans. Il fut rejoint par André MOUNIER auteur d'une célèbre chanson: *"Debout frères de misère"*, puis par Emile ROGER créateur du journal *L'Affamé*; par Steinlen, peintre dessinateur; des quantités de personnes y sont venues et les ouvriers des environs y montaient tous les dimanches; on a même dit que Sébastien FAURE y serait venu, qui pourrait le confirmer?

La colonie avait ainsi une vocation anarcho-syndicaliste ayant créé un un journal: *"Le Cubilot"*, défendant les ouvriers lors des grandes grèves du début du siècle.

Aujourd'hui il ne reste presque plus de traces de cette colonie. Aussi je lance un appel à tous ceux qui se souvenant de cette expérience, qui y sont allés ou qui possèdent des documents ou cartes postales de cette colonie, prendre contact avec le journal qui transmettra ou écrire à Szymanski BOUVERIE 08 REVIN; ci-joint une liste d'ouvrages imprimés à la colonie:

- *Le cubilot* (journal);
- *Communisme expérimental* par Fortuné Henry;
- *La question sociale* par Sébastien Faure;
- *Filosofie libertaire* par Sébastien Faure;
- *Non Dieu n'est pas* par le Curé Meslier;
- *L'A.B.C, du libertaire* par Jules Lemmure;
- *En communisme* par André Mounier;
- *Militarisme* par Henri Fischer;
- *Lettre de Pioupious* par Fortuné Henry;
- 2 Séries de 6 cartes postales sur la colonie.

NOUVELLES D’ESPAGNE...

Nous avons plusieurs textes venant d'organisations de l'intérieur et que nous ne publions pas dans ce numéro faute de place.

Dans notre numéro du mois dernier le texte *"L'U.T.S., ce qu'elle est, ce qu'elle veut"*, était un des écrits de la résistance intérieure espagnole; tous les lecteurs attentifs l'auront compris, mais nous nous excusons de ne pas l'avoir clairement indiqué.

OÙ VONT LES LUTTES...

AGITATION SOCIALE:

Les semaines que nous venons de vivre ont été fertile en “évènements” sociaux:

- grève de Ferrodo, à Condé-sur-Noireau;
- signature des contrats (de progrès.. .ou non) avec les grandes entreprises nationalisées;
- grèves à répétition à l'O.R.T.F.;
- grève des mineurs;
- grève à l'usine des Batignoles à Nantes;
- ... et nous pourrions continuer cette énunération des conflits un peu partout en France (et dans le monde).

N'oublions pas les manifestations de paysans, des viticulteurs surtout; et même celle des commerçants. Enfin, face à la répression policière, les lycéens parisiens ont réagi pour défendre Gilles Guiot: grèves, manifestations... Toute cette agitation ne doit pas être sans causer des soucis à nos gouvernants à quelques semaines des élections municipales.

VERS LES CONTRATS DE PROGRES:

Il est sans doute inutile de revenir en détails sur les conventions signées par les grandes centrales syndicales dans les principaux secteurs nationalisés. Bien sûr les organisations, la CGT notamment, se défendent d'avoir signé des "contrats de progrès", ce serait le gouvernement qui aurait reculé et, par des concessions importantes, aurait changé le caractère des conventions... En fait, pour le pouvoir, l'essentiel c'est:
- qu'il y ait des négociations avec les syndicats dans un certain "climat";
- que les négociations donnent l'impression aux travailleurs d'une progression de leur pouvoir d'achat, et d'une certaine sécurité dans leur emploi. En somme que règne une atmosphère de confiance.

C'est une arme essentiellement psychologique que ces contrats et c'est ce qui explique les concessions surtout financières.

REACTIONS DE LA BASE:

Les travailleurs, cependant sont-ils pleinement rassurés; entendons ceux qui sont concernés par ces contrats.

La grève des mineurs vient de donner une réponse symptomatique. Au moment où les bureaucrates syndicaux allaient signer le dit-contrat, quelques centaines de mineurs se mettaient en grève à Faulquemont. Ce qui a entraîné une remise en cause provisoire des négociations.

Mais pourquoi ce mouvement parti de la base?

- Une explication immédiate est facile à trouver: les mineurs vivent dans l'insécurité de l'emploi, condamnés à se reclasser par suite de l'évolution de l'économie et de la part toujours plus faible du charbon dans l'industrie.

- Néanmoins les directions syndicales n'avaient pas prévu cela. Et un accord rapide a été trouvé, des concessions malgré tout assez maigres, ont été arrachées... Les promesses seront-elles tenues?

La grève des Batignolles, à Nantes, est , elle aussi partie de la base. C'est parce que la direction de cette usine tergiversait que les jeunes ouvriers se sont mis on colère et ont quelque peu malmené les paperasses; d'où l'épreuve de force.

Tout le a encore en mémoire les séquestrations de patrons ou de cadres supérieurs, de Normandie en Lorraine ou de Fougères à Bordeaux ces jours derniers. Si nous les rappelons c'est pour souligner le contraste frappant entre ces actions directes, ce retour à des luttes violentes pour répondre à la violence permanente de l'exploitation capitaliste, d'une part, et d'autre part, les conversations de "bon ton", les luttes à fleurets mouchetés entre chefs, bureaucrates et patrons.

C'est alors que nous nous posons deux questions:
- pourquoi ces actions?
- et jusqu'où sont-elles susceptibles d'aller?

POURQUOI?

Nous ne prétendons pas en quelques lignes analyser les causes profondes de cette contradiction. Tout au plus pouvons-nous esquisser quelques idées ou impressions.

Les travailleurs ont le sentiment de leur insécurité, dans un monde qui bouge, économiquement et socialement.

- insécurité matérielle d'abord: les prix et salaires étant en continuelle évolution;
- insécurité de l'emploi: ils refusent la "mobilité" qu'on veut leur imposer, ils ne veulent pas être transférés comme du bétail d'une région à l'autre, au gré des "nécessités" de l'industrie dont le développement obéit aux lois de la rentabilité.

De plus les jeunes, surtout, ont bien des difficultés pour s'insérer dans la société de consommation. Ils réagissent plus vivement que les générations passées aux atteintes à leur dignité. Ce sont eux qui, généralement amènent ces actions directes, plus ou moins violentes, telles que les séquestrations (que condamnent les bureaucrates syndicaux... comme s'ils ignoraient la violence de la société capitaliste).

JUSQU'OÙ?

Cependant, si les bureaucrates condamnent ces méthodes d'action directe, ils s'empressent de reprendre à leur compte le mécontentement qui s'est ainsi exprimé, ils "organisent" la lutte, souvent la laissent pourrir, et négocient, processus bien connu de récupération.

Voici un extrait du *"JOURNAL DU COMITE DE BASE, Orly Centre de Tri"*:

À la suite du mouvement de grève, octobre/novembre dans les PTT, le 28 novembre, les assemblées générales du personnel auraient pu décider de la reconduction de la grève:

- d'accord camarades nous a assuré LE GUERN de la Fédé. CGT!

- d'accord! nous a répété PREVOST de la région parisienne CFDT. (malgré cela , le mouvement fut interrompu.)

Que faire? Nous nous trouvons dans les mêmes conditions qu'avant la grève d'octobre 1970! Recommencerons-nous les mêmes erreurs?
Le comité de base d'orly C.T. est convaincu que si nous abandonnons encore une fois la direction de notre grève à des centrales syndicales antagonistes, les mêmes causes produiront les mêmes effets néfastes!
Au contraire, si nous convenons, une fois pour toutes, que personne ne peut définir, mieux que les intéressés eux-mêmes, les revendications et les moyens pour les faire aboutir, nous nous donnerons les seules chances de succès:

- POUVOIR DE DECISION AUX ASSEMBLEES GENERALES DE PERSONNEL...

- COORDINATION PAR COMITES DE GREVE ELUS PAR LES A.G....

- LA DIRECTION DE LA GREVE A CEUX QUI LA FONT!

Si les travailleurs vont jusque là, s'ils prennent eux-mêmes la direction de leurs affaires, tout peut changer; il ne semble pas que ce moment soit encore venu; si déconsidérées que soient les bureaucraties, elles conservent encore de nombreux atouts pour elles, ne serait-ce que la faiblesse des camarades qui NE VEULENT TIRER LES CONSEQUENCES DES TRAHISONS CONSOMMEES DEPUIS LONGTEMPS.

Jacques METIVIER.

LA REPRESSION CONTINUE...

Partout elle s'exerce à l'Est, à l'Ouest, en Afrique, en Amérique, en Asie ou en Océanie. Féroce ou insidieuse, les subtilités, en passant par notre propre pays nous échappent, de l'Irlande à l'Italie.

A peine le monde venait-il de s'émouvoir sur le sort des victimes des procès de Burgos et de Leningrad qui avaient été arrachées au bourreau que l'Inquisition changeait de masque et de latitude.

Sous le soleil de plomb de la République populaire de Guinée, le renégat du syndicalisme SEKOU-TOURE et son frère n'ont pas hésité à exercer leur vengeance sur leurs adversaires à terre. Il est indéniable qu'il y a eu une tentative de coup d'Etat le 22 novembre dernier avec l'appui de mercenaires plus ou moins téléguidés par les colonialistes portugais et les capitalistes européens.

II est notoire qu'il y avait bon nombre d'anciens ministres et de haut placés parmi les conjurés mais ce que la presse a omis, saute aux yeux: Nixon a renfloué financièrement et économiquement l'odieux régime guinéen non pour concurrencer Russes ou Chinois mais tout simplement parce que le sous-sol de la Guinée recèle un trésor: d'abondants gisements de bauxite.

Les répugnantes réjouissances populaires font parties d'un carnaval macabre destiné à couvrir les protestations qui fusent du monde entier et qui seront vite oubliées demain.

Au Moyen-Age, autour du gibet de Montfaucon, la foule des manants et des ribaudes se tenait près des fourches patibulaires pour mieux profiter du "Spectacle».

Au XXème siècle, on a honte d'apprendre qu'à Conakry capitale de la Guinée décolonisée officiellement depuis 1958, mais toujours sous l'emprise féroce du néocolonialisme économique, pareilles moeurs soient monnaie courante.

On tue à Conakry comme on a tué à Yaoundé récemment, et la mauvaise conscience des colonialistes fait bon ménage avec celle des nouveaux maîtres "libérés". *"Nous sommes tous des assassins".*

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES...

Mai 68, souvenons-nous de ce slogan qui courait les rues.

Aujourd'hui la répression multiforme s'exerce partout. Marcelin a reculé pour “Hara-Kiri”, Pleven pour les détenus politiques gauchistes faisant la grève de la faim pour obtenir ce que Poincaré et Barthon n'osaient refuser en 1927 à Lecoin et ses codétenus anarchistes-communistes.

On croit rêver. II a fallu mettre en branle des gens de toutes opinions, même opposées pour que le pouvoir lâche un peu de lest.

Vite il s'est ressaisi et a tendu ses pièges et ses filets dans tout l'hexagone: affaire Deshayes, affaire Gniot, affaires connues ou inconnues du grand public c'est encore et toujours la répression qui se renforce. Un climat préfasciste s'instaure à la veille de la Kermesse électorale des 14 et 21 mars. La réaction de la jeunesse est saine.

Des militants syndicalistes sont licenciés pour leur action syndicale, ô paradoxe! tandis qu'est reconnu le droit syndical dans l'entreprise (loi du 30 décembre 1968).

A l'usine des Batignolles (Creusot-Loire) en Loire-Atlantique, la grève dure depuis plus d'un mois et les cadres (ces nouveaux patrons) réclament la reprise à bulletin secret, faisant fi de la dureté du combat syndicaliste engagé par l'inter-syndicale C.G.T., F.O., C.F.D.T. *“Il faut savoir terminer une grève”* disait THOREZ le 11 juin 1936.

LE PERIPLE POMPIDOLIEN ET LE PEUPLE:

Le continent africain attire décidément les oiseaux de proie de toute sorte. Il possède d'immenses richesses encore à peine exploitées. Les populations manquent bien entendu du nécessaire parce qu'elles sont méprisées par les puissants du jour . Qu'importe! Il y a du pétrole au Sahara, au Biafra, auTchad, en Libye, et au Gabon. Il y

a des phosphates dans le Rio Del Oro, du fer en Mauritanie, des oléagineux au Sénégal, en Côéte-d'Ivoire, de la bauxite en Guinée, des bois précieux, de l'or, de l'uranium dans tous les pays de la côte occidentale africaine. Le Nigeria n'est pas pour rien l'objet de tant de convoitises comme hier le Congo ex-Belge.

L'Afrique du Sud peut, impunément, mener une politique raciste d'apartheid, les impérialismes britaniques, français, hollandais viendront à la rescousse en exportant quantité d'armements légers ou lourds. Pourquoi se gêner. Ben voyons?

Que Messieurs les députés à la Chambre des Commerces veuillent bien s'indigner, nous n'avons jamais cessé depuis 1945 d'exporter des armes à l'Afrique du Sud tandis que l'ex-mère-patrie du Royaume-Uni n'a pas eu cet insigne honneur, en un quart de siècle.

Durant ce temps, les armées bien fournies officiellement, officieusement ou clandestinement s'entraînent sur tous les continents en tous terrains.

La guerre redouble au Vietnam, au Cambodge, au Laos, les trois impérialismes sont aux prises sans qu'un espoir de paix apparaisse tout simplement parce qu'il y a du pétrole au Sud-Vietnam, en Thaïlande et en Malaisie.

La comédie de Téhéran a pris fin, l'empire perse fêtera son 2500ème anniversaire, l'essence augmentera de quelques centimes dans tous les pays du monde. Consommons! Consommons!

Le pétrole est roi partout et comme disait naguère Clémenceau, *"une goutte de pétrole vaut une goutte de sang".*

Nous n'avons pas fini d'en payer le prix.

Albert SADIK.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.